



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Ouest (hors Nigéria-Ghana)

N°560 – 8 novembre 2024

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL D'ABIDJAN

Régional

Hausse de l'activité économique dans l'UEMOA en septembre

Selon le [bulletin mensuel des statistiques de septembre 2024](#) de la BCEAO, les principaux indicateurs d'activité de l'UEMOA ont enregistré une hausse au cours du mois d'août. L'indice de la production industrielle a progressé de 14,1 % en glissement annuel (g.a.) tandis que les indices du chiffre d'affaires dans le commerce et les services marchands ont augmenté respectivement de 2,6 % et 5,2 % en g.a. En outre, l'indicateur moyen du climat des affaires dans l'UEMOA, traduisant les opinions des chefs d'entreprise sur la conjoncture, a légèrement augmenté, de +0,5 point en g.a., reflétant principalement les améliorations des scores du Bénin (+2,2), du Sénégal (+1,5) et du Niger (+1), atténuées en grande partie par les diminutions des scores de la Guinée-Bissau (-1,5), du Togo (-1,3), et du Burkina Faso (-0,9). Enfin, le taux d'inflation dans l'UEMOA s'est établi à 3,8 % en g.a. en septembre 2024, contre 4,4 % le mois précédent. Ce ralentissement est principalement porté par celui des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, dont la contribution à l'inflation a nettement baissé, passant de +3,3 à +2,4 points de pourcentage.

Le chiffre à retenir

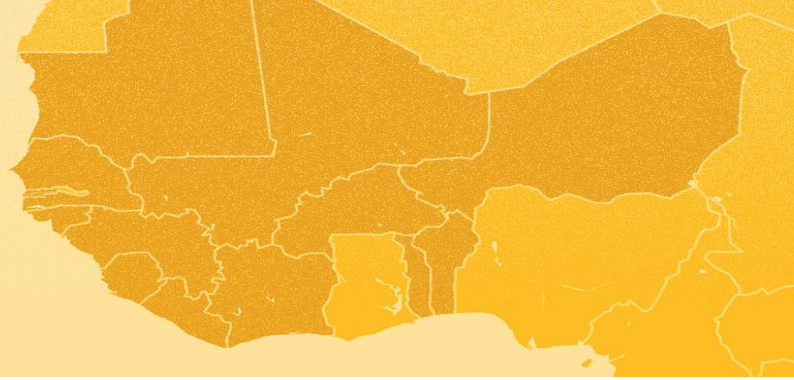
300 M USD

Montant levé par l'Etat du Sénégal sur le marché international cette semaine au taux de 6,33 %

Bénin

Délégation au secteur privé de la gestion de l'assurance maladie

Le Bénin a annoncé déléguer au [secteur privé](#) la gestion opérationnelle de l'assurance maladie, dans le communiqué du Conseil des ministres le 30 octobre 2024. Cette délégation de service public s'inscrit dans le déploiement de l'assurance maladie obligatoire à tout résident sur le territoire national, à travers la mise en œuvre du projet dit "Assurance pour le renforcement du capital humain". Pour rappel, le [décret](#) du 21 juin 2023 a fait progresser la couverture de la population par la mise en œuvre de l'assurance maladie obligatoire, notamment en rendant obligatoire pour "les employeurs du secteur privé et les organismes publics commerciaux" la souscription à "une police d'assurance maladie couvrant au minimum le panier de soins de base pour leurs salariés, ainsi que pour les conjoints et les enfants à charge de ceux-ci". Le gouvernement béninois avait également annoncé l'harmonisation du coût des soins les plus courants au Bénin, *via* l'établissement d'un



"panier de base" qui s'élève à 9 000 FCFA (13,7 EUR) pour les enfants, et 16 000 FCFA (24,4 EUR) pour les adultes par an.

Côte d'Ivoire

24,6 M EUR de la BAfD en faveur de la pêche et de l'aquaculture

La Banque africaine de développement (BAfD) a [approuvé](#), le 6 novembre 2024 à Abidjan, un prêt de 24,63 millions d'euros à la Côte d'Ivoire pour renforcer le développement des chaînes de valeur dans la pêche et l'aquaculture. Le financement soutiendra notamment le Projet de développement des chaînes de valeur compétitives de l'aquaculture et de la pêche qui vise entre autres sur la période 2025-2029 : (i) le développement de programmes d'enseignement et de programmes d'incubation pour les start-up et l'entrepreneuriat social, (ii) l'élaboration et la mise en œuvre de plans de gestion intégrée et participative des pêcheries marines, lagunaires et continentales ; (iii) le renforcement des contrôles au débarquement sur les ports de pêche d'Abidjan et de San-Pedro ; (iv) l'amélioration durable de la disponibilité des alevins à travers un soutien aux exploitations piscicoles publiques et privées dans les localités de Loka, Dompleu et Jacquville. Les bénéficiaires directs et indirects du projet sont estimés à environ 700 000 personnes.

Le pays ajouté à la "liste grise" du GAFI

A l'issue d'une plénière qui s'est tenue du 23 au 25 octobre, le Groupe d'action financière (GAFI) a annoncé avoir ajouté la Côte d'Ivoire à sa "liste grise", correspondant à la liste des juridictions soumises à une surveillance renforcée. Dans un [communiqué](#) du 24 octobre, l'organisation a soulevé un engagement politique à haut niveau des autorités ivoiriennes auprès du GAFI et du Groupe intergouvernemental d'action contre le blanchiment d'argent en Afrique de l'Ouest

(GIABA), notamment en matière de lutte contre le blanchissement des capitaux et de financement du terrorisme (LBC/FT). Selon le GAFI, des progrès se sont notamment matérialisés depuis l'adoption par les autorités ivoiriennes du rapport d'évaluation mutuelle (REM) en juin 2023 au travers du renforcement de son cadre juridique de LBC/FT et de l'adoption de plusieurs modifications législatives et réglementaires. La mise en œuvre du plan d'action national devrait poursuivre les efforts dans ce sens, elle comprend notamment un renforcement du recours à la coopération internationale dans les enquêtes et les poursuites en matière de BC/FT, et l'amélioration de la mise en œuvre du contrôle fondé sur le risque ainsi que des campagnes de sensibilisation pour améliorer la conformité.

Lancement du programme Sécurité alimentaire de la Fourche à la Fourchette (SAFAF)

Le 7 novembre 2024, le ministre du Commerce et de l'Industrie a officiellement [lancé](#) le programme Sécurité alimentaire de la Fourche à la Fourchette (SAFAF) qui s'étend sur 4 années et qui représente un coût de 1,7 Md FCFA (2,6 M EUR). Ce programme, déployé dans 7 régions du pays, ainsi que dans le district d'Abidjan, est issu d'un partenariat stratégique entre l'ONG *LadyAgri* et l'Office d'aide à la Commercialisation des Produits vivriers (OCPV). Il impliquera la création d'une plateforme co-financée par l'UE qui permettra de faire bénéficier à l'OCPV de l'expertise de *LadyAgri*, notamment dans le domaine de la digitalisation des activités de commercialisation des produits vivriers afin notamment de renforcer les capacités des femmes dans la production et la commercialisation de ces denrées.



Gambie

Le pays adhère au Fonds de développement des exportations en Afrique

Le 6 novembre 2024, la Banque africaine d'import-export Afreximbank a annoncé [l'adhésion de la Gambie](#) à l'accord d'établissement du Fonds de développement des exportations en Afrique (FEDA), sa branche d'investissement à impact sur le développement. Le pays devient ainsi le 19^{ème} membre du FEDA. La Gambie devrait ainsi bénéficier de l'appui du Fonds dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de développement national axé sur le redressement (RF-NDP 2023-2027) dénommé "YIRIWAA".

Guinée

Inflation à 4,7 % en g.a. en septembre 2024

Selon l'Institut national de la statistique (INS), le taux d'inflation [s'est établi](#) à 4,7 % en glissement annuel (g.a.) en septembre 2024, stable par rapport mois précédent. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+7,9 % en g.a.) et des transports (+7,5 % en g.a.). Toutefois, les prix de la communication ainsi que des loisirs et cultures sont restés globalement stables. Par ailleurs, le taux d'inflation dans la capitale Conakry s'est élevé à 8,3 % en g.a.

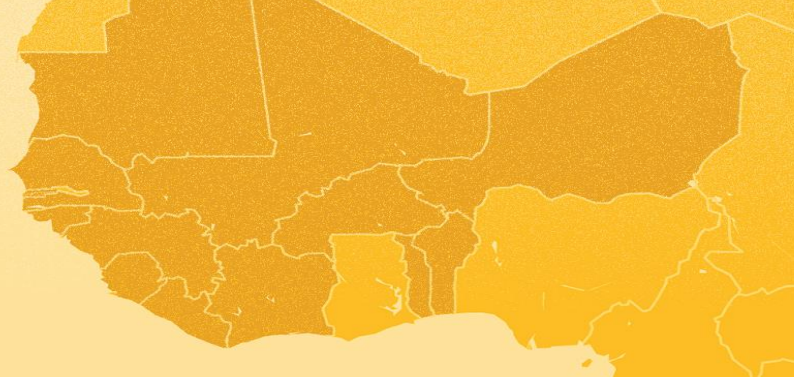
Guinée-Bissau

Accord au niveau des services pour la 7^{ème} revue FEC

Les services du FMI et la Guinée-Bissau sont [parvenus](#) à un accord au titre de la 7^{ème} revue du programme appuyé par la Facilité élargie crédit (FEC). Une fois approuvé par le Conseil d'administration du FMI, provisoirement prévu pour la mi-décembre 2024, cet accord permettrait le décaissement de 5,4 M DTS (environ 7,2 M USD). Les performances du programme ont été jugés solides ; les autorités ayant quasiment atteint l'ensemble des objectifs fixés pour juin et septembre 2024. Selon le FMI, le taux de croissance économique devrait atteindre 5 % en 2024, tandis que l'inflation devrait se situer à 4,2 % en moyenne. En outre, le déficit budgétaire est attendu à 5 % du PIB en 2024 et devrait converger vers 3 % du PIB en 2025, conformément à la norme communautaire de l'UEMOA.

Don de 6,8 M USD de la BAfD pour renforcer la viabilité des finances publiques

La Banque africaine de développement (BAfD) a [approuvé](#), le 31 octobre 2024, un don de 6,8 M USD en faveur de la Guinée-Bissau pour appuyer la 1^{ère} phase du programme de réformes de l'administration et des finances publiques. L'objectif du programme est le renforcement de la viabilité budgétaire, mais aussi du contrôle et de la transparence des finances publiques. Le programme accompagnera entre autres (i) l'adoption du projet de loi sur le régime général des exonérations, (ii) l'adoption d'un plan d'action pour le renforcement de la taxe sur les télécommunications, ainsi que (iii) la révision et l'adoption d'un nouveau code des marchés publics sensible au genre et au climat.



Libéria

Le programme ARREST 2025-2029 devrait coûter environ 7,6 Mds USD

Le 5 novembre 2024, au cours d'un [atelier](#) de validation portant sur le projet d'Agenda ARREST pour le Développement Inclusif (AADI), le ministre des Finances et de la Planification du Développement a annoncé que le coût indicatif de l'AADI s'élève à 7,6 Mds USD. La contribution du gouvernement serait à hauteur de 30 % et le reste serait mobilisé auprès du secteur privé (35 %), des partenaires techniques et financiers (30 %) ainsi que de la diaspora (10 %). Pour rappel, ARREST est l'acronyme en anglais de "Agriculture, routes, état de droit, éducation, assainissement et tourisme". Le processus d'élaboration de l'AADI pour la période 2025-2029 a été officiellement [lancé](#) en juillet dernier.

Mauritanie

1,1 Md EUR pour moderniser les infrastructures de la capitale

Le Président de la République a annoncé le lancement d'un vaste [programme d'urgence](#) pour le développement et la modernisation de la capitale, Nouakchott, d'un montant de plus de 1,1 Md EUR. Plusieurs volets ont été décrétés comme prioritaires, en particulier la modernisation des réseaux électriques et d'éclairage publics, la rénovation et l'extension des réseaux d'eau existants, et l'assainissement des eaux stagnantes, engendrées par les fuites ainsi que le débordement de la nappe phréatique.

Niger

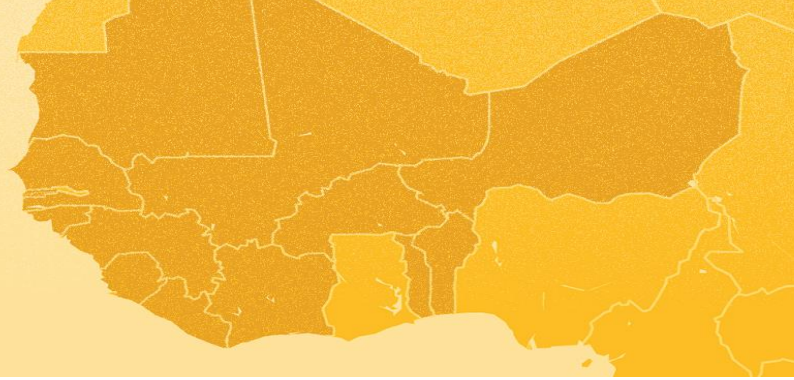
L'inflation se situe à 7,6 % en g.a en septembre 2024

Selon l'Institut national de la statistique (INS), après 10,2 % le mois précédent, taux d'inflation [s'est établi](#) à 7,6 % en glissement annuel (g.a.) en septembre 2024. Ce niveau d'inflation est porté principalement par la hausse des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+8,6 % en g.a), des restaurants et hôtels (+25,8 %), de la santé (+13 % en g.a) et de la catégorie "Meubles, articles de ménage et entretien courant du foyer" (+9,8 %). A noter toutefois la baisse des prix au niveau des transports (-4,1 % en g.a) et de l'enseignement (-1,1 % en g.a).

Sénégal

300 M USD levés sur le marché financier international

Le Sénégal a levé avec succès 300 M USD sur le marché financier international pour couvrir les besoins de financement de son budget 2024. D'après le [communiqué](#) du gouvernement en date du 30 octobre 2024, l'opération, "exécutée sous forme de réouverture des titres obligataires du Sénégal émis en juin 2024 via des placements privés et arrivants à échéance en 2031", a été entièrement souscrite par la banque américaine JP Morgan. Assortie d'une couverture contre le risque de change ayant permis d'obtenir un coupon de 6,33%, cette opération répond à une nécessité de consolidation du financement en raison de l'arrêt du programme FMI en cours depuis juin 2023 et des décaissements non versés prévus dans ce cadre. Pour rappel, suite à la publication du rapport préliminaire de l'audit sur les finances publiques sur la période 2019-2023, révélant des niveaux de déficit et de dette publics bien plus élevés qu'initialement annoncés, le FMI a décidé de suspendre son programme avec le Sénégal.



Les autorités interdisent l'exportation d'arachides en 2024-2025

Les autorités sénégalaises ont décidé de [suspendre les exportations de graines d'arachides](#) pour la campagne 2024-2025, à compter du 15 novembre 2024. Cette décision, annoncée dans une circulaire du ministère de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et de l'Élevage en date du 29 octobre 2024, s'inscrit dans le cadre de la stratégie du gouvernement visant à assurer la disponibilité de la récolte pour satisfaire les besoins des industriels du pays, en particulier de la Société nationale de commercialisation des oléagineux (Sonacos), souvent désavantagés par la concurrence des acheteurs chinois. Le Sénégal est le 3^{ème} producteur africain d'arachides, derrière le Nigéria et le Soudan.

Lancement du projet "Grand transfert d'eau" avec la société chinoise Sinohydro

Le 31 octobre 2024, le Sénégal a officiellement lancé son projet nommé "[Grand transfert d'eau](#)" (GTE) du Lac de Guiers (la plus grande réserve d'eau douce du pays, située au nord dans le delta du Fleuve Sénégal) vers le triangle Dakar-Mbour-Thiès et Touba. A cette occasion, une convention de partenariat a été signée entre le Fonds souverain d'investissements stratégiques du Sénégal (FONSIS) et l'entreprise chinoise Sinohydro, filiale du groupe *PowerChina*, en vue de la réalisation du projet. A noter que l'entreprise chinoise a été choisie "au terme d'une consultation rigoureuse parmi plusieurs candidats internationaux" et s'est distinguée "par son engagement à prendre en charge, aux côtés du FONSIS, les coûts de faisabilité projet". Le projet GTE est l'un des projets phares du programme du nouveau gouvernement (présenté dans le programme "Vision Sénégal 2050"), visant à faciliter l'accès des populations de Dakar, Thiès, Mbour et Touba à une eau potable à des coûts abordables. L'ouvrage, devant être réalisé d'ici à 2028, devrait profiter à près de 5 M personnes

dès sa mise en œuvre et à 11 M d'utilisateurs à l'horizon 2050. Le projet devrait également permettre l'irrigation de plus de 12 000 hectares de terres agricoles.

Togo

Évaluation de la gestion des finances publiques selon la méthodologie PEFA

Le 5 novembre [à Lomé a eu lieu l'atelier de présentation](#) du rapport final de l'Évaluation de la gestion des finances publiques (GFP) 2023 portant sur les années 2019 à 2022, financée notamment par l'Union Européenne et réalisée selon la méthodologie PEFA (*Public Expenditure and Financial Accountability*). [Le PEFA est un programme multilatéral créé en 2001](#) qui fournit un cadre pour évaluer la performance de la GFP d'un pays sur 94 dimensions à travers 31 indicateurs, et cela dans 7 piliers. Depuis la dernière évaluation en 2016 de la GFP du Togo, 55% des indicateurs se sont améliorés et 32% sont restés stables. L'équipe d'évaluation relève notamment le passage du budget en mode programme depuis 2021. Le Togo est par ailleurs est le premier pays d'Afrique de l'ouest à inclure des volets genre et climat dans l'évaluation PEFA.

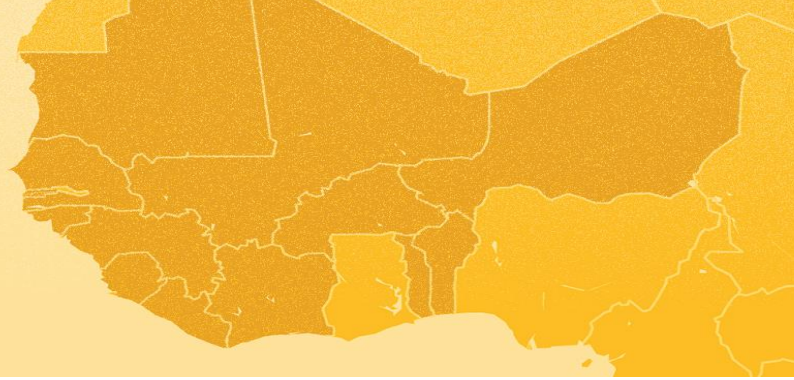


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook d'octobre (1/2)

	Croissance du PIB réel (%)			PIB par habitant (\$)			Inflation (%)			Revenus (dont inc., % du PIB)		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Benin	6,4 %	6,5 %	6,5 %	1 433	1 510	1 587	2,8 %	2,0 %	2,0 %	15,0 %	15,2 %	15,7 %
Burkina Faso	3,1 %	5,5 %	5,8 %	867	908	952	0,7 %	2,1 %	2,0 %	22,3 %	21,8 %	22,8 %
Côte d'Ivoire	6,2 %	6,5 %	6,4 %	2 537	2 720	2 902	4,4 %	3,8 %	3,0 %	16,2 %	16,8 %	17,6 %
Guinée-Bissau	5,2 %	5,0 %	5,0 %	1 035	1 106	1 166	7,2 %	4,2 %	2,0 %	13,7 %	15,8 %	15,5 %
Mali	4,4 %	3,8 %	4,4 %	866	898	933	2,1 %	2,5 %	2,0 %	22,3 %	22,4 %	22,4 %
Niger	2,4 %	9,9 %	7,3 %	621	698	752	3,7 %	7,8 %	3,6 %	10,4 %	12,2 %	12,6 %
Sénégal	4,6 %	6,0 %	9,3 %	1 703	1 805	1 972	5,9 %	1,5 %	2,0 %	20,9 %	20,9 %	21,8 %
Togo	5,6 %	5,3 %	5,3 %	1 001	1 051	1 099	5,3 %	2,7 %	2,0 %	19,8 %	19,0 %	18,8 %
Cap Vert	5,1 %	4,7 %	4,7 %	5 083	5 388	5 712	3,7 %	2,0 %	2,0 %	24,6 %	26,9 %	25,5 %
Gambie	5,3 %	5,8 %	5,8 %	893	989	1 074	17,0 %	14,4 %	9,8 %	20,0 %	20,1 %	19,2 %
Guinée	5,7 %	4,1 %	5,7 %	1 529	1 652	1 727	7,8 %	11,0 %	10,2 %	14,2 %	13,7 %	13,5 %
Liberia	4,6 %	5,1 %	5,8 %	808	855	887	10,1 %	7,7 %	6,0 %	20,1 %	19,8 %	20,6 %
Mauritanie	6,5 %	4,4 %	4,2 %	2 404	2 376	2 394	4,9 %	2,7 %	4,0 %	22,5 %	24,2 %	24,7 %
Sierra Leone	5,7 %	4,0 %	4,5 %	754	856	883	47,7 %	36,6 %	18,0 %	12,7 %	12,6 %	13,6 %
Afrique Subsaharienne	3,6 %	4,2 %	4,4 %	1 680	1 540	1 550	18,1 %	12,3 %	8,4 %	18,9 %	19,1 %	19,1 %

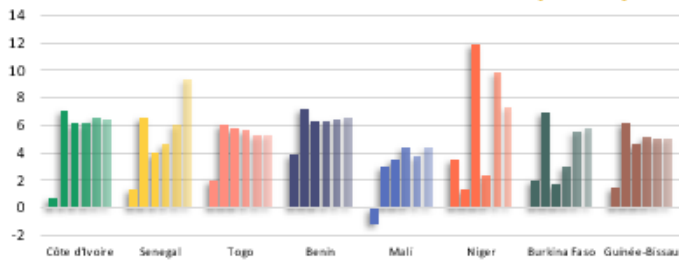
	Investissement public (% PIB)			Balance des comptes courants (% PIB)			Solde public (% PIB)			Dette publique (% PIB)		
	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025	2023	2024	2025
Benin	40,5 %	37,7 %	38,2 %	-5,9 %	-6,0 %	-6,0 %	-4,1 %	-3,7 %	-2,9 %	54,5 %	54,0 %	52,6 %
Burkina Faso	17,1 %	24,0 %	25,3 %	-8,0 %	-3,8 %	-1,2 %	-6,9 %	-5,7 %	-4,7 %	55,9 %	57,4 %	56,0 %
Côte d'Ivoire	25,2 %	25,4 %	25,8 %	-8,0 %	-5,4 %	-1,3 %	-5,2 %	-4,0 %	-3,0 %	58,1 %	59,3 %	55,9 %
Guinée-Bissau	17,2 %	17,7 %	18,8 %	-8,7 %	-6,1 %	-4,4 %	-8,2 %	-3,8 %	-3,0 %	79,4 %	77,0 %	74,3 %
Mali	17,9 %	17,2 %	17,2 %	-7,1 %	-5,5 %	-5,5 %	-5,9 %	-3,6 %	-3,3 %	55,9 %	55,7 %	55,9 %
Niger	23,8 %	19,1 %	18,2 %	-14,4 %	-4,6 %	-4,3 %	-5,4 %	-4,1 %	-3,0 %	56,6 %	51,7 %	49,0 %
Sénégal	47,0 %	39,6 %	31,5 %	-18,8 %	-12,7 %	-8,3 %	-4,9 %	-7,5 %	-4,5 %	81,2 %	84,3 %	80,5 %
Togo	30,7 %	28,2 %	26,1 %	-2,9 %	-3,0 %	-2,9 %	-6,7 %	-4,9 %	-3,0 %	68,0 %	69,7 %	68,4 %
Cap Vert	23,1 %	24,8 %	25,0 %	-3,1 %	-5,2 %	-5,3 %	-0,3 %	-2,9 %	-2,1 %	114,0 %	111,0 %	107,2 %
Gambie	24,8 %	23,6 %	21,1 %	-8,6 %	-4,4 %	-2,8 %	-3,7 %	-2,7 %	-0,3 %	75,2 %	66,5 %	60,6 %
Guinée	15,7 %	14,6 %	14,4 %	-8,8 %	-9,5 %	-8,8 %	-1,8 %	-3,0 %	-2,6 %	40,8 %	37,8 %	34,8 %
Liberia	nd	nd	nd	-26,4 %	-22,6 %	-21,9 %	-7,1 %	-2,4 %	-3,5 %	58,8 %	56,8 %	57,2 %
Mauritanie	42,4 %	29,0 %	28,9 %	-8,8 %	-7,2 %	-8,7 %	-2,5 %	-1,2 %	-1,2 %	48,2 %	44,2 %	46,2 %
Sierra Leone	19,7 %	18,3 %	19,5 %	-6,0 %	-5,5 %	-5,7 %	-5,0 %	-2,9 %	-3,6 %	49,2 %	42,8 %	42,9 %
Afrique Subsaharienne	21,8 %	22,1 %	22,7 %	-3,2 %	-2,9 %	-2,7 %	-4,0 %	-3,6 %	-3,2 %	59,7 %	59,3 %	57,5 %

Source: World economic outlook, FMI

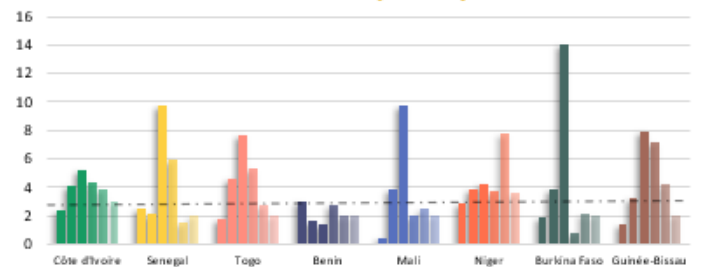


Retour sur les perspectives du World Economic Outlook d'octobre (2/2)

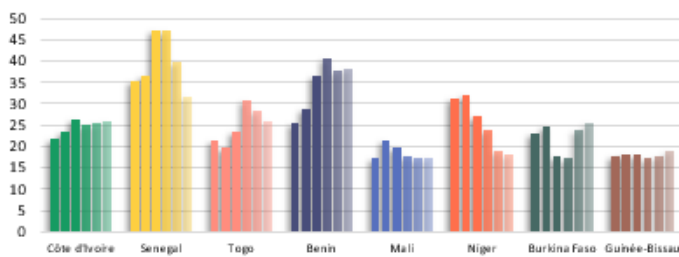
Croissance du PIB réel (en %)



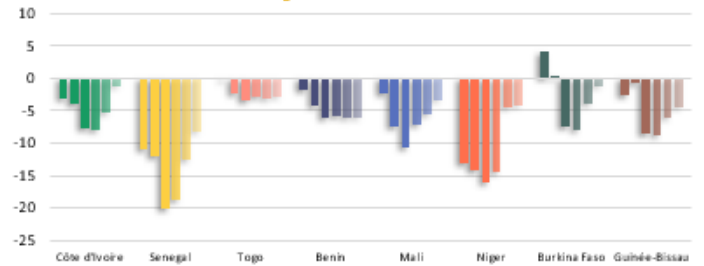
Inflation (en %)



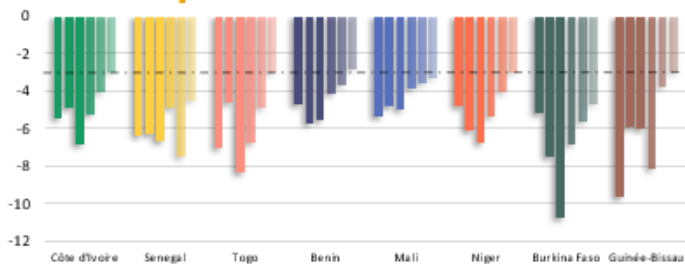
Investissements publics (% du PIB)



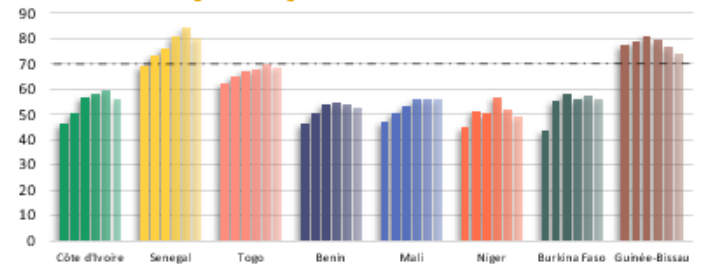
Balance des comptes courants (% du PIB)



Solde public (dons inclus, % du PIB)



Dettes publiques brutes (% du PIB)



■ 2020 ■ 2021 ■ 2022 ■ 2023 ■ 2024 ■ 2025 - - - - - Seuil régional (quand existant)

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
 Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan

Rédaction : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Dakar et de Lomé, antennes de Conakry, Cotonou et Nouakchott

Abonnez-vous : abidjan@dgtresor.gouv.fr & suivez notre page [LinkedIn](#)